

Communiqué du Conseil d'Etat

5 septembre 2012

La version Internet fait foi

Sommaire

Région transfrontalière	4
Gaz de schiste en France voisine : Genève fait part de ses vives préoccupations.....	4
Genève-Confédération	5
Oui à la ratification du Protocole de Nagoya sur la diversité biologique.....	5
Genève	6
Ecoles de musique, rythmique, danse et théâtre : exonération partielle des frais d'écologie.....	6
Enquête téléphonique sur les violences domestiques.....	6
Plan localisé de quartier de la Chevillarde : rejet de l'opposition de la commune de Chêne-Bougeries.....	7
Redevances d'amarrage et d'installation sur les eaux publiques : modifications légales et réglementaires	7
Aboutissement de l'initiative « Pour une traversée de la rade »	8
Changements d'élus municipaux dans trois communes.....	8
Agenda des invitations à la presse	9

Région transfrontalière

Gaz de schiste en France voisine : Genève fait part de ses vives préoccupations

Le Conseil d'Etat a adressé un courrier au préfet de la région Rhône-Alpes pour lui faire part de ses vives préoccupations relatives au permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux, dit « permis de Gex ».

Le permis de Gex a été accordé par les autorités françaises le 28 mai 2009 à un consortium de trois sociétés pétrolières. D'une validité de cinq ans, il s'étend sur tout le territoire du pays de Gex ainsi que sur la partie frontalière de la Haute-Savoie jusqu'aux environs de Cruseilles, et jouxte le territoire genevois. Ce permis suscite de nombreuses craintes, oppositions et interrogations au sein de la population genevoise vis-à-vis d'éventuels risques environnementaux liés à l'extraction de ces ressources.

Dans son courrier, le gouvernement genevois indique en outre qu'il souhaite être tenu informé de toute demande relative à la réalisation d'un ou de plusieurs forages exploratoires et plus particulièrement des mesures de protection des eaux superficielles et souterraines transfrontalières qui les accompagneraient.

*Pour toute information complémentaire : M. Daniel Chambaz, directeur général de l'environnement, DIME,
☎ 022 388 80 01.*

Oui à la ratification du Protocole de Nagoya sur la diversité biologique

Le Conseil d'Etat a répondu à la [procédure de consultation](#) relative à l'approbation du [Protocole de Nagoya](#) et à sa mise en œuvre, lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication.

Le Protocole de Nagoya est l'un des principaux textes d'engagements adoptés par la Conférence des nations unies sur la diversité biologique réunie en sommet mondial à Nagoya (Japon) en octobre 2010. Il fait suite au Protocole de Carthagène et vise à lutter contre la « biopiraterie » (appropriation et commercialisation de connaissances traditionnelles autochtones sur la biodiversité par le biais de brevets).

Le gouvernement se réjouit que le traité renforce la sécurité juridique en matière d'exploitation des ressources génétiques et des connaissances associées, en garantissant un partage juste et équitable de ces ressources et en permettant notamment de prévenir l'acquisition et l'exploitation illicites de ces biens communs.

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand von Arx, conservateur de la nature et du paysage, direction générale de la nature et du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 01.

Ecoles de musique, rythmique, danse et théâtre : exonération partielle des frais d'écologie

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement sur le remboursement partiel des écolages aux élèves des écoles accréditées.

Ce règlement prévoit désormais que les élèves inscrits dans les [écoles accréditées par l'Etat de Genève](#) puissent bénéficier d'une exonération partielle des écolages. Ainsi, les répondants financiers, qui devaient auparavant s'acquitter du montant total de l'inscription pour être ensuite remboursés, ne devront désormais payer que les 10% à leur charge, une fois la demande d'exonération partielle acceptée.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Enquête téléphonique sur les violences domestiques

Le Conseil d'Etat a autorisé la réalisation d'une enquête téléphonique auprès de la population genevoise concernant la thématique des violences domestiques. Ses résultats compléteront ceux relevant de l'[observatoire genevois des violences domestiques](#), qui vise à informer annuellement les autorités cantonales sur l'ampleur du phénomène, ses caractéristiques et son évolution. Ces démarches concomitantes sont préconisées par le [conseil scientifique](#) du bureau du délégué aux violences domestiques, l'Organisation mondiale de la santé et l'institut de criminologie et de droit pénal de l'Université de Lausanne.

Alors que l'observatoire fournit un ensemble d'indicateurs concernant les personnes prises en charge par le [réseau genevois « violences domestiques »](#), l'enquête a pour but de connaître le nombre d'habitants du canton de Genève, hommes et femmes de plus de 18 ans, qui se déclarent victimes de violences au sein de leur couple et de leur famille. Selon les résultats obtenus et les analyses qui en découleront, certaines actions pourront être entreprises par l'Etat et ses partenaires.

La méthodologie et le questionnaire ont été élaborés par le professeur Martin Killias, de l'Université de Zürich. L'enquête portera sur un échantillon de 1000 à 2000 personnes.

*Pour toute information complémentaire : M. David Bourgoz, délégué aux violences domestiques, DS,
☎ 022 546 89 80 ou 076 396 18 09.*

Plan localisé de quartier de la Chevillarde : rejet de l'opposition de la commune de Chêne-Bougeries



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un rapport divers lui communiquant l'opposition formée le 10 mai 2012 par la commune de Chêne-Bougeries au projet de plan localisé de quartier (PLQ) situé avenue Pierre-Odier et chemin de la Chevillarde. Ce projet permettra de construire 6250 m² de surface brut de plancher, soit environ soixante logements.

L'opposition formée par la commune a pour but de réduire l'ampleur du projet, qu'elle considère comme trop ambitieux. Elle souhaite notamment une implantation plus respectueuse des lieux et des gabarits inférieurs.

Le Conseil d'Etat constate cependant que le projet de PLQ respecte l'ensemble des dispositions légales auxquelles il est subordonné. Après avoir étudié l'ensemble des griefs soulevés par la commune dans son opposition, il relève en effet que la procédure relative à l'élaboration du PLQ a été scrupuleusement respectée, la commune de Chêne-Bougeries ayant pu faire usage à plusieurs reprises de son droit d'être entendue.

Par ailleurs, l'indice d'utilisation du sol est conforme au [plan directeur cantonal](#) en vigueur et à la jurisprudence portant sur l'indice à appliquer dans le cadre de la densification différenciée de la couronne suburbaine. Les gabarits légaux et la manière de les calculer correspondent aux dispositions législatives s'y rapportant.

De plus, les différents services ont, sur la base du droit applicable, préavisé favorablement les questions d'intégration du PLQ dans le secteur, de cessions gratuites au réseau routier communal, d'entretien de cette route par la commune, d'impact sur l'arborisation des parcelles concernées par le PLQ, mais aussi des conséquences – en l'espèce minimales – sur l'augmentation du trafic routier, tout comme sur le faible accroissement des niveaux d'immission.

Le Conseil d'Etat préconise donc le rejet de l'opposition formée par la commune.

Pour toute information complémentaire : M. André Muller, juriste, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 04.

Redevances d'amarrage et d'installation sur les eaux publiques : modifications légales et réglementaires

Conformément aux recommandations de l'inspection cantonale des finances (ICF), le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil une modification de la loi sur la navigation dans les eaux genevoises (LNav) visant à calculer les taxes d'amarrages « sur corps-mort » – c'est-à-dire au large – en fonction des dimensions des bateaux, et non plus de manière forfaitaire. La facturation passera ainsi d'un tarif unique à un tarif au m². Le tarif de base est fixé à 26 F/m² et n'excédera pas 50 F/m² hors indexation.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'application de la loi sur la navigation dans les eaux genevoises (RNav) afin d'assurer la couverture des coûts liés à la gestion des amarrages. Le tarif de base de la place d'amarrage sur le lac sera majoré de 7 francs, portant ainsi la redevance annuelle de 39 à 46 francs le m² en fonction des tarifs applicables.

Enfin, le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement sur l'occupation des eaux publiques visant à majorer les redevances concernant les installations faites sur les eaux publiques (abris, digues, pontons, palissades, etc.).

Cette majoration de 20 % tient partiellement compte du fait que les redevances n'ont pas été indexées durant près de vingt ans. A noter que la perception de l'intégralité de cette recette dépendra des échéances et du renouvellement des permissions et concessions d'occupation des eaux publiques en cours. Ainsi, l'augmentation des tarifs s'échelonnera sur plusieurs années dès 2013.

*Pour toute information complémentaire : M. Stefan Szeless, chef de la capitainerie cantonale, DIME,
☎ 022 388 55 01.*

Aboutissement de l'initiative « Pour une traversée de la rade »

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement de l'initiative populaire cantonale « Pour une traversée de la rade ». La vérification des signatures déposées à l'appui de l'initiative a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 13'631
- nombre de signatures contrôlées : 11'501
- nombre de signatures validées : 10'026

Le nombre de 10'000 signatures exigé par la [constitution](#) (art. 64) est atteint et l'initiative a abouti.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

Il revient maintenant au Conseil d'Etat de déposer à l'attention du Grand Conseil un rapport sur cette initiative dans un délai de trois mois.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Changements d'élus municipaux dans trois communes

Dans le courant du mois d'août, le service des votations et élection a effectué trois changements d'élus municipaux dans différentes communes du canton :

- Genthod : M. Jean-Pierre Guex, démissionnaire sur la liste « Groupement pour les Intérêts de Genthod », a été remplacé par M. **Bastien Guex**.
- Meyrin : Mme Renée Ecuyer, démissionnaire sur la liste « PLR – Les Libéraux Radicaux de Meyrin-Cointrin », a été remplacée par M. **Philippe Serrano**.

De plus, en l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, une élection complémentaire par dépôt prioritaire conformément à l'article 164 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#) a eu lieu dans la commune suivante :

- Confignon : M. **Yves Zehfus**, élu sans scrutin sur la liste « Voix de Gauche » suite à la démission de Mme Marlène Charpentier.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
13 septembre 11h00	Inauguration de la Seymaz renaturée – 3 ^e étape	Rendez-vous sur le parking du stade municipal de Choulex Chemin du Chambet 1244 Choulex	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
20 septembre 10h00	Présentation du projet de budget 2013 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07
25 septembre 11h30	Vernissage du concours d'espaces publics « La Promenade des Crêtes »	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Les Acacias	DU	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
28 septembre 11h00	Inauguration du tronçon renaturé du Foron à Ambilly/Thônex	Parking du stade d'Ambilly Rue de la Paix 74100 Ambilly (France)	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14